Règlement particulier de police des ports de plaisance du Somail et de la Robine

Table des matières

1.	Article : DÉFINITIONS.....	2
2.	Article : GÉNÉRALITÉS.....	3
3.	Article : HORAIRES	3
4.	Article : RESPONSABILITÉ	3
5.	Article : FONCTIONNEMENT.....	3
6.	Article : ACCÈS.....	4
7.	Article : USAGERS	4
8.	Article : INSTALLATION PORTUAIRE.....	4
9.	Article : ACTIVITÉS, LOISIRS, JEUX ET SERVITUDES.....	4
10.	Article : AUTONOMIE	5
11.	Article : REDEVANCES	6
12.	Article : AMARRAGES.....	6
13.	Article : ABSENCE DÉPART	7
14.	Article : SÉCURITÉ	7
15.	Article : EXÉCUTION DE TRAVAUX ET ENTRETIEN DU BATEAU.....	7
16.	Article : CIRCULATION ET STATIONNEMENT VÉHICULES, BATEAUX ET DIVERS A TERRE	7
17.	Article : MANUTENTION.....	8
19.	Article : SANITAIRES – LAVERIE	13
20.	Article : OBLIGATIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE CARBURANT ET LES EAUX USÉES.....	13
21.	Article : TRAITEMENT DES DECHETS ET ENCOMBRANTS.....	14
22.	Article : COMMERCE ET ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE OU OCCASIONNELLE.....	14
23.	Article : ÉTAT DE FOURRIÈRE.....	14
24.	Article : ÉPAVES ET BATEAUX VÉTUSTES, DÉSARMÉS, ABANDONNÉS.....	14

25.	Article : FORCE MAJEURE	15
26.	Article : CONSTATATIONS DES INFRACTIONS	15
27.	Article : RÉPRESSION DES INFRACTIONS AU PRÉSENT RÈGLEMENT	15
28.	Article : PUBLICATION.....	15
29.	Article : OBLIGATIONS DE RESPECT D'EGALITE, DE NEUTRALITE ET DE LAÏCITE.....	16
30.	Articles : LITIGES	16
31.	Article : ABROGATION DES PRÉCÉDENTS RÈGLEMENTS DE POLICE	16
32.	Article : COMPÉTENCE POUR L'EXÉCUTION DU PRÉSENT RÈGLEMENT	16

1. Article : DÉFINITIONS

Pour l'application du présent règlement, les définitions suivantes sont applicables :

- Autorité portuaire : Voie Navigable de France (VNF)
- Exploitant : signifie la personne chargée de l'exploitation du port par VNF. Ce terme englobe également ses représentants.
- Sous-traitant : signifie la personne chargée par l'Exploitant et VNF de la manutention et du stockage à terre, au port de la robine.
- Capitainerie / Bureau du port : signifie le siège de l'administration du port.
- Bien : signifie bateau.
- Visiteur : signifie la personne autre que l'utilisateur qui accède au port par quelque moyen que ce soit.
- Gardien : personne morale ou physique dûment chargées du gardiennage d'un bateau par son propriétaire.
- Port : signifie le plan d'eau, les berges et les terrains dont l'exploitation a été confiée à l'exploitant.

2. Article : GÉNÉRALITÉS

Toute personne qui entre dans le port doit se conformer obligatoirement au présent règlement affiché au bureau du port.

Le présent règlement s'applique à tous les usagers et visiteurs.

Les usagers dont les bateaux se trouvent dans le périmètre portuaire sont tenus de respecter la législation et la réglementation française les concernant, les règlements généraux et le présent règlement de police particulier.

Les usagers du port doivent appliquer les directives qui leur sont données par l'exploitant.

3. Article : HORAIRES

Les horaires d'ouverture et de fermeture du port sont définis par l'exploitant et affichés au bureau du port.

4. Article : RESPONSABILITÉ

L'exploitant assure la surveillance générale du périmètre portuaire. Il n'a toutefois, ni obligation de conservation, ni obligation de gardiennage, ni qualité de dépositaire des bateaux et plus généralement des biens se trouvant dans le port. Le paiement d'une redevance ne vaut pas contrat de gardiennage, quand bien même un double des clés des biens aurait été déposé au bureau du port.

L'exploitant ne répond pas des dommages occasionnés aux biens par des tiers à l'occasion du stationnement ou de la circulation des biens dans le périmètre portuaire.

En aucun cas la responsabilité de l'exploitant ne pourra être recherchée à l'occasion de l'exécution de services accessoires que l'utilisateur aurait pu confier à des tiers (ex : carénage). Ces tiers seront eux-mêmes tenus, comme l'utilisateur, de respecter les dispositions du présent règlement.

La responsabilité de l'autorité portuaire et de l'exploitant ne pourra pas être recherchée dans le cas de vol du navire, de ses accessoires ou de dégâts subis par celui-ci du fait des intempéries ou de tiers.

5. Article : FONCTIONNEMENT

La distribution des places est effectuée par l'exploitant. Les postes sont affectés suivant la limite des places disponibles. Les usagers concernés doivent prendre connaissance au bureau du port des formalités à remplir et des consignes à respecter avant de se voir attribuer une place.

La place que doit occuper le bateau (à flot ou à terre), est définie par l'exploitant exclusivement. L'exploitant peut être amené à imposer sans délai, en cas d'urgence (pollution, incendie, gêne, sécurité des personnes ou des biens...) le déplacement du bien par son propriétaire sans que celui-ci ne puisse émettre de réclamation.

En arrivant dans l'enceinte portuaire, l'utilisateur doit se stationner à l'espace d'accueil et ensuite se rendre au bureau du port afin d'effectuer les formalités nécessaires pour l'obtention d'un emplacement. Il aura accès au règlement de police qui est affiché dans la capitainerie et dont une copie pourra lui être donnée s'il en fait la demande.

Lors de la déclaration d'arrivée, la durée d'escale doit être fixée, et le paiement de la redevance doit être effectué d'avance auprès de l'exploitant, telle que celle-ci est déterminée dans les tarifs fixés par l'exploitant et validés par l'autorité portuaire.

Dès son arrivée, l'utilisateur est tenu de remplir sans inexactitude et de façon complète la fiche signalétique (le concernant ainsi que son bien) et de la remettre immédiatement à l'exploitant ou à ses représentants. Il doit également faire connaître au bureau du port, son adresse exacte et un numéro de téléphone auquel il peut être joint en permanence et dans les plus brefs délais. Ces informations doivent être en permanence à jour.

Il doit, de plus fournir une copie des papiers de bord conforme à la législation française, du titre de navigation, de la carte d'identité et/ou passeport du propriétaire du bateau, ainsi qu'une attestation d'assurance valide pour la durée du séjour couvrant au moins les risques suivants :

- Responsabilité civile,
- Dommages causés aux ouvrages du port, quelles qu'en soient la cause et la nature, soit par le bateau, soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du bien, des matériels, objets et produits transportés,
- Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans le port ou à proximité immédiate du port y compris le chenal d'accès, conformément aux recommandations du GPMP.

6. Article : ACCÈS

L'accès au périmètre portuaire est réservé aux bateaux motorisés, autonomes, en bon état de navigabilité et d'entretien notamment quant à l'aspect extérieur de la coque et des superstructures.

Les bateaux fréquentant les infrastructures portuaires doivent en toutes circonstances être en règle avec les Administrations françaises, fluviales, douanières, fiscales ou autres, et respecter les prescriptions de navigabilité, de circulation et de sécurité en vigueur.

Lors des manœuvres d'entrée et de sortie du port, les bateaux sont tenus de respecter la signalisation terrestre et fluviale mise en place pour régir les mouvements sur le périmètre portuaire, terrestre, bassin, passe, chenal et accès.

Le propriétaire ou le responsable du bateau est tenu de prendre toute mesure appropriée pour assurer la sécurité de son entrée dans le périmètre portuaire.

Le port est interdit aux engins de plage ainsi qu'aux planches à voile, kitesurf, véhicules nautiques à moteur, hydravions et hydro-ULM.

Pour préserver la conservation des ouvrages et des équipements portuaires ainsi que l'environnement, la bonne exploitation du port et afin d'en assurer la sécurité, tant à l'égard des personnes que des biens, l'exploitant peut interdire aux usagers et aux visiteurs l'accès de tout ou partie du port.

7. Article : USAGERS

Tout usager et visiteur se trouvant dans le périmètre portuaire doivent être vêtus de façon correcte et se conformer au présent règlement, notamment en ce qui concerne les restrictions de circulation et de stationnement des véhicules.

Ils doivent également se comporter avec civilité et de façon citoyenne, s'abstenir de tout comportement agressif ou insultant, de toute attitude ou tenue vestimentaire contraire aux bonnes mœurs, en respectant le site naturel du port, ses usagers, ses visiteurs, son exploitant et ses représentants, ainsi que les bateaux et autres biens meubles ou immeubles qui y sont.

Les usagers sont tenus de prendre les mesures nécessaires lorsqu'ils reçoivent des visiteurs afin de leur faciliter l'entrée et leur rappeler les horaires d'ouverture, la réglementation en vertu du présent règlement de Police en ce qui les concerne.

Il est formellement interdit aux visiteurs d'accéder aux biens des usagers sans avoir une autorisation du propriétaire ou du gardien dont ils devront justifier en cas de demande de l'exploitant. Il est interdit aux visiteurs d'accéder aux bateaux à flot, à la zone d'atterrissage et au parc à bateaux.

8. Article : INSTALLATION PORTUAIRE

Le matériel du port et ses installations ne peuvent être employés que par le personnel de l'exploitant et/ou sous-traitant dûment habilité.

9. Article : ACTIVITÉS, LOISIRS, JEUX ET SERVITUDES

Les pratiques de la planche à voile, du jet ski et du ski nautique sont interdites dans les eaux du port.

La navigation sur le plan d'eau est possible mais n'engage en aucun cas la responsabilité de l'exploitant qui peut toutefois l'interdire pour des raisons de sécurité, d'exploitation du port ou de gêne.

La baignade est interdite dans le port et sur l'ensemble du plan d'eau.

Les activités bruyantes ne sont pas tolérées entre 22 h et 08 h. Chaque usager veillera à la quiétude de ses voisins.

La pêche est interdite sur les passerelles, pontons, catways et sur le plan d'eau en général.

S'il n'a pas été aménagé par l'exploitant d'espace prévu à cet effet, il est interdit de pique-niquer et d'utiliser des moyens de cuisson au gaz, charbon de bois, à l'électricité etc. sur les quais, pontons, terre-pleins ou ouvrages portuaires et d'y avoir de la lumière à feu nu.

Les espaces verts doivent être respectés et en aucun cas les pelouses ne peuvent servir de lieu de pique-nique.

Aucun objet ne doit être stocké sur les pontons, terre-plein ou berges.

Tout manquement aux règles de sécurité pourra entraîner des sanctions conformément à l'article 27 du présent règlement de l'usager du port.

Tous les animaux se trouvant dans l'enceinte du port doivent être tenus en laisse.

Le fait de mettre du linge à sécher en extérieur est interdit.

Il est interdit de se faire domicilier au port et d'une façon générale d'y fixer son domicile, pour une personne physique, ou son siège social, pour une personne morale, sans autorisation spécialement délivrée.

La location du bateau de particulier à particulier (type Airbnb, Abritel, etc.) à quai du navire, totale ou partielle, à un tiers pour un usage d'habitation, même occasionnelle, est interdite.

L'article 43 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 est étendue aux bateaux construits avant 2008, pour les bateaux sur lesquels la résidence prolongée est tolérée. Ces bateaux dit « zéro-rejet » entièrement équipés de dispositifs de rétention et de stockage des eaux grises et noires doivent justifier du pompage et du retraitement de tous les effluents.

L'utilisation d'un bateau par un professionnel afin d'exercer une activité commerciale ou professionnelle est interdite, sauf autorisation écrite de l'exploitant.

L'exercice de professions et industries, fixes ou ambulantes, avec ou sans l'utilisation de véhicules (marchands, artisans, forains, démonstrateurs, photographes, cameraman, etc.) est interdite dans l'enceinte du port et plans d'eau, sauf dérogation accordée par l'autorité portuaire.

Toute publicité par panneaux, affiches ou tout autre moyen est formellement interdite dans l'enceinte du port, aussi bien sur les terre-pleins et leurs ouvrages que sur les plans d'eau. Seul l'exploitant est habilité à gérer la publicité dans le périmètre portuaire.

Toute inscription de vente est interdite sur les bateaux dans le port sans autorisation écrite de l'exploitant. Après autorisation, les dimensions des panneaux ne pourront excéder 30x40 cm.

10. Article : AUTONOMIE

Le propriétaire ou gardien du bateau est garant de son bien. Toute infraction donne lieu à une résiliation du contrat et à la mise en état de fourrière du bien.

Le propriétaire ou le gardien doit veiller à ce que le bien :

Soit maintenu en bon état d'entretien, de navigabilité, de flottabilité et de sécurité ;

- Ne cause à aucun moment et en aucune circonstance, ni dommage aux ouvrages du port, ni aux autres biens des usagers, ni même à l'environnement ;
- Ne gêne l'exploitation du port ;
- Ne puisse en aucun cas être utilisé comme habitation permanente sans une autorisation expresse de l'autorité portuaire.

L'exploitant du port peut mettre en demeure le propriétaire ou le gardien de faire cesser tout manquement à ces obligations en fixant un délai.

Passé ce délai, ou d'office en cas d'urgence, il pourra être procédé à l'épuisement de l'eau, à la mise à terre du bateau, au déplacement du bien et le cas échéant, à sa mise à sec ou en fourrière aux frais, risques et périls du propriétaire.

Dans ce cas, les agents portuaires peuvent accéder aux biens sans l'autorisation du propriétaire ou du gardien.

Lorsque le bien a coulé dans les bassins, les avant-ports, passes d'accès ou présente un danger pour les personnes, les ouvrages et équipements ou l'environnement, le propriétaire ou le gardien est tenu de le faire enlever ou dépecer après avoir obtenu l'accord de l'exploitant du port sur les modalités d'exécution.

En cas de manquement, l'enlèvement ou le dépeçage est effectué aux frais et risques du propriétaire du bien. Sans préjudice de la contravention de grande voirie qui pourra être dressée à son encontre.

11. Article : REDEVANCES

L'occupation d'un poste d'amarrage ou d'un emplacement donne lieu à l'établissement d'une facture donc au paiement d'une redevance perçue par l'exploitant et dont le montant est fixé à la convention.

Le montant de cette redevance, qu'elle soit annuelle, mensuelle ou journalière, est fixé par l'exploitant en considération de la catégorie du bien, et calculée pour les bateaux conformément à **la Norme ISO 8666 et la notion d'encombrement réel maximum du navire**.

L'emplacement doit pouvoir contenir en longueur et en largeur, outre les dimensions réelles du bien qui y stationne : la delphinière, la plage arrière, les bossoirs, porte vélos, tous les appareils fixes et accessoires à poste.

Les montants par catégorie sont portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage et validés par l'Autorité portuaire.

Le montant des redevances inclut la fourniture des prestations définies dans le contrat d'amarrage liant l'utilisateur à l'exploitant. Ce contrat est validé par l'Autorité portuaire.

La redevance est toujours payable d'avance à l'exploitant.

Aucune proratisation de la redevance ne sera accordée en cas de départ anticipé du bateau.

La perception de la redevance est inscrite dans la comptabilité de l'exploitant et donne lieu à quittance.

En cas de non-paiement des sommes dues dans le délai d'un mois à compter d'une mise en demeure R.A.R de régularisation de situation, demeurée infructueuse, l'utilisateur en contravention sera considéré comme occupant sans droit ni titre et des frais de contentieux seront à la charge du payeur et facturés en supplément de la facture conformément aux tarifs en vigueur.

L'exploitant pourra placer le bien en état de fourrière, après constat d'huissier, aux frais, risques et périls de l'utilisateur.

Seuls les règlements par chèque de banque, carte bancaire, virement, prélèvement et espèces (dans la limite de 1000€ par jour) sont acceptées.

12. Article : AMARRAGES

Le gardien et/ou le propriétaire est tenu de vérifier le bon amarrage de son bateau. La qualité des amarres et de l'amarrage est de la seule responsabilité du gardien et/ou du propriétaire du bateau conformément à la réglementation.

L'amarrage des bateaux doit être réalisé avec des amarres en bon état et proportionnées à la taille du bateau, à chaque taquet de ponton correspond une amarre bien distincte. L'amarrage du bateau avec une seule et même amarre est interdit, il doit comprendre 2 amarres et 2 gardes.

L'exploitant du Port est en droit de refuser et d'exiger une remise aux normes des amarres.

Le gardien et/ou le propriétaire du navire ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres navires. La qualité du point d'amarrage est du ressort de l'exploitant.

La responsabilité de l'exploitant ne saurait être retenue en cas de ruptures d'amarres ; celles-ci devant être de section et de qualité suffisante et correctement protégées contre le ragage, de même qu'en cas de rupture d'échafaudage ou de mauvais calage lorsque le bateau est à terre. En aucun cas l'exploitant ne pourra être tenu responsable de la bonne conservation du bateau dans son ensemble, et en particulier des chromes, batteries, appareils électriques, moteurs et installations du bateau, vernis, accastillage et tout accessoire. L'exploitant ne pourra être tenu responsable des vols et disparitions d'objets se trouvant à bord des bateaux.

Il est rappelé également que le bateau reste sous la surveillance et la garde exclusive de son propriétaire ou du gardien, et que la responsabilité de l'exploitant ne pourra jamais être recherchée sur ces fondements.

Les catways mis à disposition sont équipés afin d'assurer l'amarrage des bateaux, aucun autre appendice ne doit être utilisé pour s'amarrer.

Les annexes ne doivent pas être amarrées le long des bateaux et en aucun cas à la place des bateaux lors de leur absence.

Les remorques font l'objet d'une facturation spécifique et font l'attribution si disponibilité d'un emplacement sur le terre-plein.

Les mâts, bossoirs, annexes ne doivent pas dépasser sur les pontons.

L'utilisation des annexes se fait aux risques et périls du gardien et/ou du propriétaire, qu'il s'agisse des biens ou des personnes.

L'entretien du bateau résultant ou étant la conséquence de l'écosystème du port et de son évolution est à la charge du propriétaire.

Toute infraction engage directement et uniquement la responsabilité du propriétaire et/ou du gardien.

13. Article : ABSENCE DÉPART

Pendant les périodes d'absence du bateau l'exploitant se réserve la gestion de la place même si celle-ci a été réglée.

Dès lors qu'un bateau quitte le port pour une durée supérieure à 24 heures, le gardien et/ou le propriétaire est tenu d'en informer la capitainerie et de préciser la date de son retour. Dans le cas où cette formalité n'est pas effectuée, la place de ce bien est considérée libre et peut donc alors être attribuée à un autre bateau par l'exploitant.

Dès lors qu'un bateau quitte le port de façon définitive, le propriétaire et/ou le gardien doit en aviser la capitainerie et s'acquitter de toutes les sommes dues.

14. Article : SÉCURITÉ

Toutes les personnes se trouvant dans le port doivent veiller à leur propre sécurité (le port du gilet de sauvetage est conseillé).

En cas de crue, les représentants de l'exploitant sont à même de prendre toutes mesures d'urgence afin de protéger les bateaux et les installations portuaires. Les bénéficiaires de cette intervention sont tenus de rembourser à l'exploitant les frais engagés pour la protection de leur bateau.

L'exploitant dégage toute responsabilité en cas d'avarie de navigation.

Les propriétaires de bateaux équipés d'alarme doivent informer l'exploitant et lui indiquer la marche à suivre lors de mises en route intempestive.

Les biens doivent être en bon état de navigation, circulation et ne doivent pas présenter de signes extérieurs de non-entretien.

En cas de nécessité l'exploitant peut être amené à effectuer les travaux ou les déplacements d'urgence sous l'entière responsabilité et à la charge du propriétaire.

La vitesse maximum autorisée dans le bassin et la sortie du port est de 6 km/h.

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

L'utilisation des appareils et installations qui s'avèreraient à l'usage défectueux pourra être interdite par les agents habilités à cet effet. Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

Les biens stationnés ou amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive, autre que les artifices ou engins réglementaires et carburants nécessaires à leur usage.

Les installations et appareils propres à ces carburants doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

15. Article : EXÉCUTION DE TRAVAUX ET ENTRETIEN DU BATEAU

Il est interdit de procéder à des essais moteurs, des travaux de remise en état, de restauration ou d'aménagement des biens aux emplacements et plus généralement en dehors des zones prévues à cet effet. Le nettoyage des coques et superstructures doivent se faire de la même manière.

Il est en outre interdit d'amener à bord de bateaux matériels et outils autres que ceux nécessaires au fonctionnement du bateau,

Dans l'enceinte du port, les bateaux ne peuvent être carénés, construits, démolis ou réparés que sur les zones d'atterrissage affectées à cette activité.

L'exploitant peut prescrire les précautions à prendre dans l'exécution de ces travaux. Il peut être amené, le cas échéant, à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée. Les usagers sont tenus au respect des consignes d'utilisation régissant cette zone.

16. Article : CIRCULATION ET STATIONNEMENT VÉHICULES, BATEAUX ET DIVERS A TERRE

Les voies de circulation comprises dans le périmètre portuaire doivent être laissées libres. Elles ne peuvent en aucun cas être encombrées de véhicules, de bateaux, d'objets, de matériaux ou de matériels quelconques.

Les propriétaires ou usagers des véhicules devront déplacer sans condition leur véhicule à la demande du personnel de l'Exploitant.

➤ Il est interdit de stationner en camping-car en dehors de l'espace prévu et délimité à cet effet par la commune.

➤ Le stationnement devant les portails et barrières est strictement interdit pour des raisons de sécurité.

Pour ce qui concerne les usagers et les visiteurs, seuls les parkings identifiés par un panneau peut être utilisé pour le stationnement des véhicules de toute nature et les automobilistes sont tenus de respecter la vitesse signalée. Le stationnement est interdit partout ailleurs dans le port. Les accès des berges sont interdits aux véhicules sauf autorisation écrite préalable de l'exploitant et demeurent de la responsabilité des propriétaires desdits véhicules.

Les véhicules et autres matériels en stationnement en dehors des emplacements prévus à cet effet seront verbalisés et le cas échéant mis en fourrière.

Le stationnement des camping-cars est autorisé dans la limite de l'occupation de l'espace dument limité.

Pour les emplacements autorisés par l'exploitant sur les zones d'atterrages, les bénéficiaires doivent entretenir leur emplacement et ne peuvent entreposer du matériel.

Tout stationnement dans le port est interdit aux véhicules poids lourds, utilitaires et caravanes ainsi qu'aux chariots de chantier et en général à tous les véhicules non munis de pneumatiques, sauf dérogation accordée par l'exploitant.

Il est également interdit aux véhicules ne répondant pas aux normes en vigueur en matière de soupape de sécurité.

L'exploitant ne répond pas des dommages occasionnés par des tiers aux véhicules stationnant dans le port. La circulation et le stationnement des véhicules s'effectuent sous l'entière responsabilité de leur propriétaire qui est par ailleurs tenu de respecter le code de la route et l'ensemble des lois et règlements en la matière.

17. Article : MANUTENTION

a. Demande de manutention

Toute demande doit être formulée par écrit directement au bureau du port auprès de l'agent portuaire, qui proposera au demandeur une option de rendez-vous. L'ordre d'enregistrement des demandes subordonne la réalisation des manutentions.

b. Confirmation de rendez-vous

Les demandes orales ou téléphoniques doivent être confirmées par écrit immédiatement et au minimum 72 heures avant la date du rendez-vous. Le chantier se réserve le droit de disposer de la place retenue pour un autre demandeur tant que la confirmation écrite n'a pas été communiquée.

c. Report

Toute manutention non effectuée à l'heure prévue et incombant au demandeur sera reportée si possible au premier tour qui pourra lui être attribué. Dans le cas où l'agent de port ne saurait trouver d'arrangement dans les plus brefs délais, la demande sera annulée et non reportée ; une nouvelle demande devra être formulée.

Le chantier pourra appliquer les conditions du barème des redevances en vigueur pour toute manutention annulée du fait du demandeur.

Dans le cas d'évènements imprévisibles tels que les causes météorologiques, l'agent de port s'engage à arranger pour le mieux ses clients afin d'effectuer la manutention.

d. Désistement du fait du sous-traitant

En cas de non-respect du rendez-vous pour des raisons indépendantes de la volonté du sous-traitant, le bureau du port s'engage à prévenir le demandeur dans les meilleurs délais et à lui proposer une solution de remplacement satisfaisante.

Le demandeur ou celui qu'il représente, ne pourra prétendre à aucune indemnisation de quelque nature que ce soit (hormis la restitution de l'acompte versé) du fait du décalage du rendez-vous de la part du sous-traitant.

Cas particuliers :

- Avarie des engins de levage : en cas d'indisponibilité des engins de levage, les opérations pourront être suspendues jusqu'à règlement de la situation.
- Cas d'urgence : en cas d'urgence motivée, toutes les opérations pourront être suspendues pour faire face à la situation.
- Sécurité des personnes et des biens : en cas de risque pour la sécurité des personnes et des biens, l'agent du sous-traitant peut interrompre, reporter ou annuler toute manutention jusqu'au rétablissement d'une situation assurant des conditions de sécurités satisfaisantes.

e. Modalités de demande de manutention

Avant toute manutention, la demande sera établie conjointement entre le demandeur ou son représentant et le bureau du port; cette déclaration vise à :

- Identifier le demandeur.
- Vérifier que les caractéristiques techniques du bateau à manutentionner.
- Spécifier la nature et la durée des travaux envisagés.

f. Assurances

Le bateau reste sous la responsabilité de l'utilisateur de son levage jusqu'à sa remise à l'eau.

Qu'il soit stationné à proximité de la darse ou déposé sur le terre-plein, l'utilisateur conserve la garde de son bateau et du matériel qu'il utilise, notamment en cas de vol.

L'utilisateur est responsable des avaries, détériorations qui seraient causées à la remorque de levage et à ses accessoires ainsi que des pertes de matériel et équipement pendant les opérations de montée et de descente ainsi que pendant la durée de stationnement du bateau, quand ces détériorations sont la conséquence de l'état de leur bateau ou causées par leur personnel ou les entreprises mandatées par eux pour intervenir sur leur bateau.

L'utilisateur doit souscrire une assurance, notamment pour les opérations tenant au levage et au stationnement de bateau sur le terre-plein.

A première demande, l'utilisateur devra justifier d'une assurance pour le bateau couvrant les risques suivants :

- Dommages causés aux installations,
- Responsabilité civile,
- Dommages causés aux tiers à l'intérieur du chantier,
- Pollution,
- Incendie.

g. Durée et Nature des travaux à effectuer

Le demandeur devra indiquer la nature et la durée prévisionnelle des travaux qu'il envisage d'effectuer.

h. Bon de manutention

Avant toute manutention, le demandeur vient remplir et signer un bon de manutention au bureau du port ; celui-ci sera remis au personnel du port pour permettre la prestation correspondante.

Aucune manutention ne sera réalisée sans ce document.

i. Modalités d'usage du chantier

- Utilisation de l'aire de carénage
L'aire de carénage est destinée aux travaux de remise en état ou d'entretien des carènes des bateaux.

- Mise à terre / Mise à l'eau

Les matériels de levage sont fournis par le sous-traitant dûment habilité, qui se laisse le droit de refuser tout navire présentant des spécificités qui remettraient en cause la sécurité ou d'entraver et de gêner l'évolution de l'engin de manutention.

L'utilisateur devra assurer par ses propres moyens la manœuvre du navire au-dessus de l'engin de levage.

Le demandeur (propriétaire, représentant ou professionnel en charge du navire) reste responsable des opérations de manutention ; il lui appartient ainsi de vérifier la stabilité du navire, de le libérer d'objets potentiellement dangereux pour sa stabilité sur ber ou pour la sécurité des personnes,

Il guidera les opérations de montée et de descente, et ces opérations ne seront effectuées qu'en sa présence (contrôle de l'assiette du navire, appareil débordant de la coque, ...).

Il est interdit de monter sur le navire pendant les manutentions, sauf circonstances exceptionnelles.

L'utilisateur devra avant l'opération démonter tout accessoire susceptible de céder lors de la manœuvre et prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la coque. Le chantier ne pourra être tenu pour responsable des éventuelles rayures ou éraflures provoquées par les sangles.

Tout bateau se présentant devant les engins de levage doit être stable.

Pour des raisons de sécurité, le niveau des réservoirs (carburant, eau, etc.) doit être réduit au strict minimum ; cette vidange est à la charge de l'utilisateur.

Dans le cas d'avarie(s) rendant cette (ces) condition(s) irréalisable(s), la montée n'aura lieu qu'aux risques et périls du propriétaire du bateau sur l'ordre ou avec l'autorisation du responsable du chantier.

En outre, le sous-traitant a le droit de refuser l'admission d'un bateau en raison de renseignements incomplets ou erronés sur la base des mentions portées par l'utilisateur sur le formulaire d'ordre de levage.

- Mise à terre

L'utilisateur ou son mandataire doit être présent pour la mise à terre et le calage de son bateau.

La prise en charge de la manutention commence à partir du moment où le navire n'est plus relié à l'apportement de préparation et se termine jusqu'à la mise en place sur ber avec calage définitif.

Le sous-traitant dûment habilité reste cependant dégagé de toute responsabilité en cas de dommages occasionnés aux équipements électriques, aux sorties de vannes, embase moteur ou hélice.

- Mise à l'eau

La mise à l'eau ou sur remorque ne pourra être effectuée qu'après le règlement de l'intégralité de la prestation.

Avant la remise à l'eau du bateau, l'utilisateur devra procéder à l'enlèvement de tous les débris et déchets provenant des travaux de réparation et d'entretien effectués à l'occasion du passage du bateau sur le poste ; en cas de refus par l'utilisateur de procéder au nettoyage ou de prendre à sa charge ce nettoyage effectué par un tiers, le sous-traitant pourra suspendre la remise à l'eau du bateau.

L'utilisateur ou son mandataire doit être présent pour la mise à l'eau de son bateau.

La prise en charge de la manutention commence dès la mise en place du système de levage et se termine lorsque le bateau est à flot, moteur en route.

Les dispositions prévues pour la mise à terre et applicable à la mise à l'eau doivent être respectées.

- j. Levage sur sangles

Les levages sur sangles ne sont acceptés que pour un travail ponctuel et exceptionnel.

Les levages sur sangles seront effectués exclusivement depuis la zone de levage de la darse.

Lors de levages sur sangles d'un bateau : le propriétaire ou son représentant sera tenu responsable de tout événement pouvant se passer pendant la durée du levage sur sangles du bateau. Le bateau devra être calé de manière à permettre de soulager les sangles et ne rester qu'un poids mort.

Le carénage ou toute autre opération de nettoyage de la coque d'un bateau sous sangles est interdit.

Le propriétaire ou son représentant s'engage à signaler, avant la manutention, toute spécificité du bateau à sangler qui pourrait rendre inopérante la mise sous sangles ou encore endommager le bateau.

Les opérations de levage sont prioritaires sur toutes les opérations annexes. Le personnel du sous-traitant dûment habilité pourra reporter l'opération concernée. Il le signifiera à l'utilisateur et lui fixera l'heure à laquelle il pourra se représenter afin d'effectuer son opération.

- k. Calage et stationnement à terre

Le calage des bateaux est réalisé par le personnel du sous-traitant dûment habilité, en présence et sous la responsabilité exclusive du signataire de la déclaration d'entrée ou de celui qu'il représente.

Avant les opérations de calage du bateau, il appartient à l'utilisateur d'informer le sous-traitant dûment habilité, de toute faiblesse de coque afin de prévoir le calage en conséquence.

Les matériels de levage, bers et cales sont fournis par sous-traitant dûment habilité, qui se réserve le droit de refuser tout bateau présentant des spécificités qui remettraient en cause la sécurité ou dont le calage ferait appel à des bers ou cales qui ne sont pas disponibles.

Dans ce cas, l'utilisation de matériel de calage appartenant au demandeur ou à un professionnel devra être signalée dès la demande d'usage de l'installation et obtenir l'autorisation du sous-traitant dûment habilité après avoir fourni les justificatifs de conformité des équipements.

La responsabilité du positionnement sur les patins du ber, chariot ou remorque incombe :

➤ soit au commanditaire de la manutention au cas où il requiert un positionnement précis des patins ; dans ce cas la responsabilité du sous-traitant est totalement dégagée en cas de dommages aux œuvres vives ;

➤ soit sous-traitant dûment habilité si le commanditaire n'a pas indiqué de positionnement particulier ; sous-traitant dûment habilité reste cependant dégagé de toute responsabilité en cas de dommages occasionnés aux équipements électriques, aux sorties de vannes, embase moteur ou hélice.
Les opérations de carénage ne peuvent commencer qu'une fois le bateau définitivement calé. Il est interdit de modifier le calage du bateau ou tout autre élément constituant le calage.

Le stationnement sur le parc à sec est limité à la durée précisée dans la confirmation des opérations faite par le bureau de port. Le personnel du sous-traitant dûment habilité, définit l'emplacement du bateau à terre. Toute prolongation de stationnement doit faire l'objet d'une demande écrite et obtenir l'autorisation du sous-traitant dûment habilité. Au-delà de la durée autorisée, le bateau se verra automatiquement appliqué une majoration du tarif égale à 100 % du tarif journalier des redevances en vigueur.

Pendant le séjour sur terre-plein, comme pendant les manutentions :

- Les bateaux ne devront en aucun cas mettre en marche leurs machines ou tout autre moteur (hydraulique, thermique, électrique) susceptible de provoquer des vibrations et de mettre ainsi en cause la stabilité du navire.
- Il est interdit d'opérer quelques déplacements que ce soit de matériel, combustible, liquide, eau, etc... susceptible de modifier le centre de gravité du bateau et d'entraîner des basculements dangereux.
- Le propriétaire ou son représentant devra assurer une surveillance visuelle régulière du calage du bateau (solidarité entre le bers, les patins et le bateau) et signaler immédiatement au responsable du sous-traitant toute anomalie.
- Le déplacement à bord du bateau ou le chargement/déchargement de matériel est effectué sous l'entière responsabilité de l'usager.
- Le sous-traitant ne pourra voir sa responsabilité engagée en cas de vol ou détérioration à l'intérieur ou à l'extérieur des bateaux.
- Il est interdit de rejeter des eaux polluées du bateau, donc d'utiliser les sanitaires du bord ou de faire la vaisselle à bord.
- Il est interdit de décaler les patins des tins ou bers pour effectuer des retouches de peintures.
- Il est également interdit de rester la nuit à bord des bateaux stationnés à terre.

Dans tous ces cas, le sous-traitant dûment habilité sera totalement dégagé de sa responsabilité.

La responsabilité du personnel du sous-traitant est également totalement dégagée :

- En cas de désolidarisation des éléments de calage.
- En cas de réalisation de travaux dans et/ou autour du bateau par le propriétaire, son représentant, son équipage ou un professionnel du nautisme pouvant engendrer un risque de déstabilisation ou tout autre danger.
- En cas de dégâts dus à une négligence ou à la présence d'éléments pouvant entraîner des dommages sur les bateaux et les installations de l'Exploitant et/ou sous-traitant.

Les dommages en résultant et leurs conséquences seront imputées au propriétaire du bateau, à défaut au responsable du bateau.

Il est rappelé enfin au propriétaire ou à son représentant que :

- Aucune place ne peut être attribuée de manière privative. Tout bateau pourra être déplacé si nécessaire et une place identique lui sera attribuée.
- Le remisage des matériels tels que les échafaudages, échelles, compresseurs ou tout autre matériel est toléré uniquement dans la zone de stationnement impartie au bateau.
- Il est responsable civilement et pénalement de toute personne travaillant sur son bateau et non déclaré en tant que professionnel.
- Le sous-traitant dûment habilité, appliquera les conditions du barème des redevances pour tout stationnement non prévu et autorisé.
- L'activité de stockage à terre d'un navire est soumise à autorisation au bureau du port dans les conditions du barème des redevances.

I. Manutentions diverses

Les opérations de manutention spécifiques doivent faire l'objet d'une autorisation écrite au bureau du sous-traitant.

Toute manutention devant faire l'objet d'un prestataire extérieur.

Le sous-traitant se réserve le droit de refuser toute manutention spécifique.

m. Distribution des fluides

Le stationnement sur le parc à sec ne comprend pas la distribution de fluide.

n. Protection des chantiers

Pendant les travaux, chaque poste est sous l'entière responsabilité de son utilisateur. L'utilisateur a l'obligation de protéger son chantier contre les nuisances qu'il pourrait occasionner pendant la totalité de sa présence sur le chantier. Pour ce faire, l'utilisation des bâches de protection propres, solides et correctement installées, est obligatoire et à la charge de l'utilisateur pour les travaux de passage au nettoyeur haute pression, ponçage, lavage, peinture et tous travaux provoquant des projections de toute nature. Au début de chaque chantier, les installations de protection seront présentées pour approbation au responsable du sous-traitant. Ces installations seront maintenues en parfait état de fonctionnalité pendant toute la durée des travaux. La non-observation de ces règles engage entièrement et exclusivement l'utilisateur défaillant qui devra assumer toutes les conséquences.

o. Propreté des chantiers

Pendant les travaux, chaque poste est sous l'entière responsabilité de son utilisateur. Il doit en assurer la propreté ; il veillera au balayage et à la récupération des salissures restantes sur le terre-plein à la fin de chaque opération de lavage, de décapage du bateau. L'utilisateur veillera également à la fin de chaque journée que des déchets n'aient pas été oubliés au pied du bateau et le cas échéant procédera à la récupération de ceux-ci. Tous autres déchets (tables, chaises, matelas, téléviseurs, etc.) sont interdits. A défaut, le nettoyage sera facturé au tarif horaire.

p. Nettoyeur haute pression

L'usage du nettoyeur haute pression est strictement limité sur l'espace de carénage définit.

q. Le carénage

Le matériel et les produits utilisés pour les opérations de carénage doivent respecter la législation en vigueur. A défaut, l'utilisateur est seul responsable des infractions commises par lui-même, son personnel ou ses fournisseurs.

r. Décapage / Peinture

Les opérations de sablage sont formellement interdites.

Lors des opérations de décapage ou de peinture, soumis à l'accord préalable du sous-traitant, l'utilisateur est tenu d'installer des systèmes de protection, notamment des moyens de calage et du risque de dispersion sur les bateaux voisins.

s. Autres travaux

Le propriétaire du bateau ou son représentant demeure responsable des incidents ou des nuisances occasionnées à des tiers lors des travaux réalisés sur son bateau. A cet effet, il est fortement recommandé de mettre en place des protections en cas d'opération de meulage, découpage ou autres.

t. Conditions particulières de facturation et paiement

➤ Identification du payeur

La personne signataire du bon de manutention est le payeur par défaut. Dans le cas contraire, elle devra fournir les justificatifs l'autorisant à agir à la place d'une tierce personne. Le sous-traitant se réserve le droit de refuser l'accès aux installations à toute personne ne remplissant pas ces conditions.

➤ Facturation

- Facturation de la durée d'utilisation de l'outillage

Les temps de manutention débutent à l'arrivée de l'engin de levage devant le bateau ou l'objet à manutentionner et se terminent au départ de l'engin.

- Facturation selon barème de redevances en vigueur

Les redevances facturées pour les opérations de manutentions sont calculées sur la base des tarifs en vigueur à la date de la signature de la demande d'utilisation de l'outillage, et en fonction des éléments fournis par le demandeur.

En cas de prestations supplémentaires ou de dépassement de la durée du stationnement à terre annoncée sur la demande ou pour tout autre motif, le complément de redevances en découlant sera facturé, et en tout état de cause soldé avant la remise à l'eau du bateau.

- Délais de paiement

La facturation et le paiement intervient lors de la remise du bon de manutention, partie « mise à l'eau » dûment renseignée et signée par le bureau du sous-traitant dûment habilité, préalablement à la manutention du bateau.

18. Article : UTILISATION DES FLUIDES

Seuls certains emplacements le long des berges du Somail et au port de la Robine sont concernés par la fourniture des fluides.

Aucune fourniture de fluide ne pourra être réclamée dans les autres cas.

La fourniture sera réalisée de la manière suivante :

- La fourniture d'électricité pour de petites consommations d'une puissance de 10 ou 16 ampères pour recharge de batteries, l'éclairage à bord, suivant la disponibilité des bornes, et branchement uniquement en présence du propriétaire et/ou du gardien,
- Des compteurs sont mis à disposition des usagers par l'exploitant.

La consommation est facturée aux tarifs en vigueur affichés au bureau du port. Ce tarif comprend celui des fluides consommés ainsi qu'une participation aux frais de raccordement aux installations du port. Une franchise de 1 KW par jour est appliquée. Cette franchise ne peut être reportée.

Il est interdit de laisser sous pression l'eau et sous tension l'électricité sur les biens en l'absence du propriétaire et/ou du gardien.

Il est interdit d'installer un compteur individuel sans l'autorisation de l'exploitant. Cette distribution peut être suspendue pour raison climatique ou technique.

La distribution peut être interrompu pour raisons techniques ou climatiques

19. Article : SANITAIRES – LAVERIE

Des installations sanitaires hommes et femmes, à accès contrôlé (douches et WC) sont à la disposition des usagers du port de la Robine.

L'utilisation des sanitaires, douches et du réseau d'eau à bord des bateaux stationnés à terre est strictement interdite ; interdiction valable également pour les bateaux équipés de réservoirs eaux grises/noires

L'utilisation des sanitaires, douches et du réseau d'eau à bord des bateaux stationnés à flot est autorisée ; autorisation valable pour les bateaux équipés de réservoirs eaux grises/noires

L'utilisation de la laverie est sous l'entière responsabilité des usagers. L'usage de lessive respectueuse de l'environnement est fortement recommandé.

Les usagers doivent maintenir le local sanitaire en parfait état de propreté.

20. Article : OBLIGATIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE CARBURANT ET LES EAUX USÉES

Il est interdit lors d'opérations d'avitaillement en carburant, de fumer et plus généralement d'utiliser tout appareil qui est ou peut devenir le siège à l'air libre, de flammes ou étincelles ou qui comporte des surfaces portées à haute température ou susceptibles de l'être.

L'approvisionnement doit se faire aux pompes réservées à cet effet, équipé d'un dispositif de libre-service. L'utilisateur devra prendre toute mesure d'assurance et de protection pour tous les dommages et risques encourus sur le port, ses installations, les autres clients et leurs biens, lui-même et son bateau.

Les moteurs doivent être arrêtés pendant l'avitaillement en combustible.

Il est interdit de déverser des eaux usées, de procéder à toute opération polluante (vidange, rejet d'huile, etc.) dans le port et espace terrestre. Des équipements dûment identifiés sont présents dans l'espace portuaire à cet effet.

21. Article : TRAITEMENT DES DECHETS ET ENCOMBRANTS

Un point propre est mis à la disposition des clients pour l'apport de leurs déchets non ménagers : cette installation est équipée pour recevoir les batteries, piles, huiles usagées en bidon, les filtres à huile et gasoil, les métaux ferreux et non ferreux, les résidus de travaux de peinture : diluants, chiffons et emballages souillés.

La collecte, l'enlèvement et l'élimination par des filières agréées des déchets collectés au point propre sont assurés intégralement par l'Exploitant.

L'attention est toutefois portée sur le fait que les clients doivent respecter les consignes de tri affichées. L'Exploitant se réserve le droit d'interdire l'accès aux zones de collecte et/ou de leur refacturer le coût du traitement des déchets dans le cas de non-respect de ces consignes.

Par ailleurs, dans le cas de besoins d'enlèvements spécifiques de déchets (ex : bâches thermo-rétractables « cocoon », déchets dangereux non traités dans le point propre, quantités importantes, ...), l'Exploitant commandera sur demande du client, des moyens appropriés qui seront à la charge du demandeur.

Les plaisanciers doivent vider leurs eaux grises et noires uniquement grâce à la pompe dûment identifiée.

Pour tous les déchets assimilés à des déchets ménagers, des conteneurs sont mis à la disposition des usagers. Ces conteneurs sont uniquement réservés aux ordures ménagères et déchets provenant de carénages (moules, algues, etc..).

22. Article : COMMERCE ET ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE OU OCCASIONNELLE

L'autorisation d'occupation privative des postes à flot ou à terre est personnelle et n'est pas cessible. Il est interdit à tout usager, y compris exerçant une activité professionnelle liée au nautisme, d'autoriser l'usage à titre gratuit ou contre rémunération du poste à flot ou à terre qui lui est attribué. La sous location est interdite.

L'utilisation d'un bateau afin d'exercer une activité commerciale ou professionnelle est interdite sauf autorisation écrite de l'exploitant.

Pour les particuliers, la location à quai totale ou partielle à un tiers pour un usage d'habitation, même occasionnelle est interdite.

L'exercice de professions et industries, fixes ou ambulantes, avec ou sans l'utilisation de véhicules (marchands, artisans, forains, démonstrateurs, photographes, cameraman, etc.) est interdite dans l'enceinte du port et plans d'eau, sauf dérogation accordée par l'autorité portuaire.

Aucune marque publicitaire ne peut être mise sur les bateaux.

Toute publicité par panneaux, affiches ou tout autre moyen est formellement interdite dans l'enceinte du port, aussi bien sur les terre-pleins et leurs ouvrages que sur les plans d'eau. Seul l'exploitant est habilité à gérer la publicité dans le port. Toute inscription de vente est interdite sur les bateaux dans le port sans autorisation écrite de l'exploitant.

23. Article : ÉTAT DE FOURRIÈRE

Toute occupation sans contrat est interdite. Le bateau sera alors considéré immédiatement comme en zone de fourrière et se verront appliquer les contraintes y correspondant. Ils pourront par ailleurs être déplacés par les représentants du port sans que le gardien/propriétaire puisse exercer un quelconque recours.

Au cours du stationnement du navire dans la zone de fourrière, le bateau demeure sous la garde de son propriétaire.

La responsabilité de l'exploitant et de l'Autorité portuaire ne pourra être recherchée à l'occasion des dommages subis par le navire dans la zone de fourrière.

Le stationnement en état de fourrière donnera lieu à paiement d'une taxe spécifique conformément à l'article 70 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772.

Aux sommes dues pour la mise en état de fourrière (fixées conformément au règlement général de police à 100% du tarif en vigueur en sus), s'ajoutera la redevance normalement due pour la durée d'occupation au tarif passager journalier et correspondant à la catégorie du navire.

Des poursuites pourront être engagées à l'encontre du propriétaire qui sortirait son bateau avant d'y avoir été autorisé par les services du port.

Les bateaux seront libérés lorsque le propriétaire se sera acquitté de la totalité des sommes dues.

24. Article : ÉPAVES ET BATEAUX VÉTUSTES, DÉARMÉS, ABANDONNÉS

Les propriétaires de biens hors d'état de naviguer ou de circuler, risquant de couler ou de causer des dommages aux tiers et ouvrages environnants sont tenus de procéder sans délai à leur remise en état ou à leur enlèvement.

Les propriétaires d'épaves abandonnées, échouées ou coulées sont tenus de les faire enlever ou dépecer sans délai et ce, à leurs frais.

Dans le cas où un bien ne répondrait plus aux conditions de navigabilité ou de manœuvrabilité, l'exploitant notifiera à son propriétaire une mise en demeure de prendre toutes mesures utiles dans un délai d'un mois. Si à l'expiration du délai, la mise en demeure est restée infructueuse, l'exploitant pourra prendre toute mesure appropriée aux frais, risques et périls de l'usager.

En cas d'abandon du bateau dans les conditions définies par l'article 68 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772, celui-ci sera appliqué.

25. Article : FORCE MAJEURE

En cas de force majeure ou de catastrophe naturelle dûment constatée, l'exploitant ne peut être tenu pour responsable des avaries ou de la destruction survenant aux biens par le démantèlement ou la disparition totale ou partielle des ouvrages et installations du port.

26. Article : CONSTATATIONS DES INFRACTIONS

Les infractions au présent règlement sont constatées par les autorités compétentes et peuvent donner lieu à un Procès-Verbal.

L'Exploitant dispose d'un système de vidéosurveillance. Cette surveillance ne peut impliquer en aucun cas une obligation de garde pour l'Exploitant, le stationnement des véhicules et des bateaux ayant lieu aux risques et périls de leurs propriétaires et utilisateurs.

27. Article : RÉPRESSION DES INFRACTIONS AU PRÉSENT RÈGLEMENT

En cas de non-respect du présent règlement, l'exploitant assisté le cas échéant des autorités compétentes prendront toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Sur demande de l'exploitant, les infractions seront constatées par procès-verbal dressé par les agents de l'État dûment assermentés ou d'une façon générale par toute personne qui dispose de la délégation nécessaire pour constater ces infractions.

Le non-respect des obligations contenues dans le présent règlement peut conduire l'exploitant à retirer sans délai, s'il n'en est pas précisé autrement, l'autorisation de stationnement qu'elle a accordée pour un bateau.

En cas de retrait de cette autorisation, la totalité de la taxe déjà acquittée par l'usager, quelle que soit la date d'expiration de la période considérée, restera acquise à l'exploitant. Le propriétaire du bien devra alors procéder à son enlèvement dans un délai de 8 jours à compter de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'exploitant. Faute pour le propriétaire du bien de s'exécuter dans le délai imparti, l'exploitant pourra procéder d'office, aux frais, risques et périls du propriétaire, aux opérations d'enlèvement du bien.

Conformément aux tarifs en vigueur seront appliqués des frais afférents à :

- Dès la première lettre recommandée la rédaction et envoi selon son niveau de relance,
- Dès la première lettre recommandée adressée au tribunal compétent, un forfait d'instruction et de rédaction interne du contentieux. Ces frais s'entendent hors frais de conseil et d'étude d'huissiers.

Indépendamment des poursuites judiciaires engagées, soit au titre du présent règlement de police, soit au titre de toute autre loi ou règlement, les infractions au présent règlement ou toute atteinte à la conservation du port et à son exploitation pourront faire l'objet d'une procédure de contravention de grande voirie.

L'exploitant pourra directement faire appel à la force publique pour toute infraction au présent règlement.

28. Article : PUBLICATION

Le fait de pénétrer dans le port, de demander l'usage de ses ouvrages, équipements et installations ou de les utiliser implique pour chaque intéressé la connaissance du présent règlement et l'engagement de s'y conformer. Une copie du présent règlement sera affichée en permanence au bureau du port et communiqué sur demande écrite.

29. Article : OBLIGATIONS DE RESPECT D'EGALITE, DE NEUTRALITE ET DE LAÏCITE

L'exploitant assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public en appliquant l'Art1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Tout signalement de manquements doit être adressé par écrit. Un numéro de suivi de la réclamation sera communiqué au déclarant, afin d'en assurer l'enregistrement et le bon traitement

Le suivi de la clause de relative au respect des principes d'égalité, de neutralité et laïcité est assuré par : Anne DUVINAGE Tél 0607125241 -Courriel : aduvinage@sodeports.com. et l'autorité portuaire.

30. Articles : LITIGES

Si les règles mentionnées dans le présent règlement ne sont pas respectées et après avoir dressé un simple avertissement resté sans effet, l'exploitant en informera l'Autorité Portuaire.

31. Article : ABROGATION DES PRÉCÉDENTS RÈGLEMENTS DE POLICE

Le présent règlement de police est d'application immédiate. Il abroge et remplace tout règlement antérieur.

32. Article : COMPÉTENCE POUR L'EXÉCUTION DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le représentant des voies navigables de France, les forces de Gendarmerie et de Police, l'exploitant et d'une façon générale les autorités habilitées sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.